



LYCÉEN·NES EN COLÈRE POUR UN BAC ÉGALITAIRE !

Le lycée sous COVID, ce sont des charges de travail, horaires et cours en présentiel extrêmement variables d'une filière et/ou d'un lycée à l'autre. Du fait du protocole superficiel de Blanquer certains lycées ont fermé avec des cours à distance, donc souvent en moins, quand d'autres (surtout des lycées privés) étaient en 100% présentiel. Une inégalité de fait dans la préparation des épreuves du bac.

★ La lutte paie

Face à cela le 3 mai a marqué le début d'une forte mobilisation lycéenne. A l'appel de syndicats lycéens comme l'UNL, Solidaires lycéen·nes et le MNL le mouvement était lancé, avec pour mots d'ordres le passage en contrôle continu (ou l'aménagement si ce dernier n'était pas possible) pour les épreuves de bacs des classes de terminales. Ces revendications sont considérées comme la « moins pire » des solutions, **le mouvement lycéen restant critique vis à vis du contrôle continu du bac Blanquer.**

Notons qu'en un une semaine de mobilisation **600 lycées ont été bloqués**, des AG locales lancées et en quelques jours de mobilisations le ministère a cédé (une première sous le mandat

Blanquer!) à une partie des revendications pour les bacs généraux.

Cela est loin d'être suffisant: **continuons à mettre la pression et à nous organiser !**

★ Un ministère sourd et répressif

Les sondages comme l'engouement autour des premières semaines de mobilisation prouvent que l'immense majorité des élèves en terminales demandent le passage en contrôle continu. Malgré les aménagements cédés par le ministre la mobilisation continue, car **toujours rien pour les BTS ou les élèves du CNED libre**, des aménagements ridicules en première et en bac pro.

Les blocages et manifs étant recon-

-duites, la réponse du ministère a malheureusement été toute autre face à la détermination des élèves mobilisé·es : **gazages, charges et interpellations.** Contre la colère lycéenne l'État a comme à son habitude opté pour la répression. D'abord en envoyant les forces de l'ordre débloquer et matraquer les lycées, mais aussi via les administrations d'établissement avec de nombreuses sanctions comme l'exclusion d'élèves mobilisé·es.



Par son incapacité à gérer la crise sanitaire dans les bahuts comme ailleurs, par son saccage des services publics amorcé il y a de nombreuses années, par son entretien de la **mise en concurrence des établissements**

et des élèves dans une politique de libéralisation de l'éducation... le gouvernement Macron est le seul responsable de cette situation.

★ La mobilisation reste à construire

Malgré des solidarités entre étudiant·es, profs et lycéen·nes et une organisation solide dans certaines villes force est de constater qu'à l'approche des épreuves la mobilisation faiblit. Mais là où elle se maintient, les mots d'ordres se sont élargis : résistance face aux répressions policières et administratives et retrait du bac Blancquer. Pour faire aboutir le mouvement, la convergence reste à construire entre les blocus lycéens, les mobilisations des AESH et les grèves du bac annoncées par les profs.

Dans tous les lycées, dans toutes les régions : un même droit à l'éducation !

ne pas jeter sur la voie publique SVP



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
 - Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
 - Je m'abonne à *Alternative libertaire*
- (22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....
 TÉL..... E-MAIL.....
 ADRESSE.....

coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19